

Ecrit par le 4 février 2026

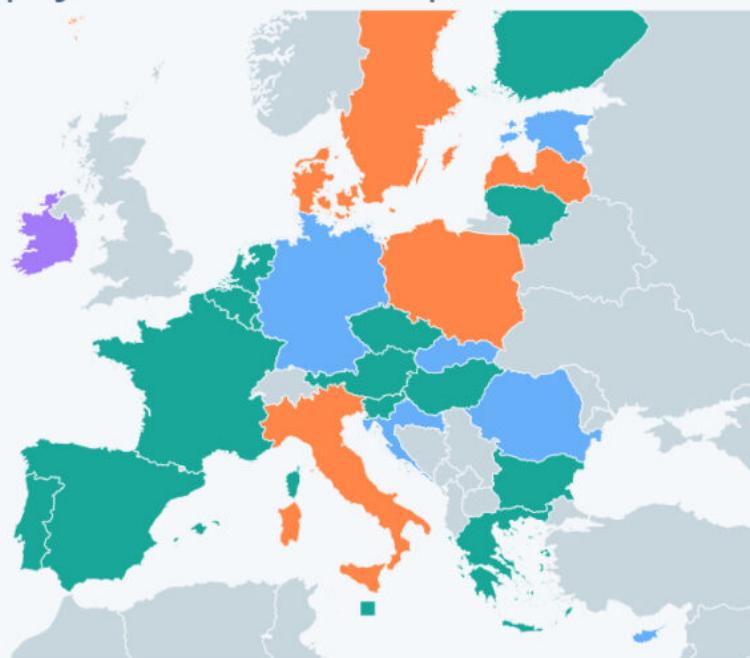
La diversité des systèmes de calcul des retraites en Europe

La diversité des systèmes de retraite en Europe

Principal mode de calcul pour la retraite de base des salariés dans chaque pays de l'Union européenne

- Régime en annuités
- Retraite par points
- Comptes notionnels*
- Mixte**

Tous les pays de l'UE ont adopté un système de **retraite par répartition**, complété par une retraite par **capitalisation obligatoire ou facultative**.



* Chaque cotisant accumule un capital virtuel (compte notionnel) qui augmente avec les cotisations versées et revalorisations annuelles.

** En Irlande, le mode de calcul principal prend en compte à la fois le nombre d'annuités et leur moyenne annuelle.

Sources : Commission européenne et MISSOC, via Toute l'Europe




Ecrit par le 4 février 2026

Quelques jours après l'échec des négociations entre les partenaires sociaux sur les retraites, le chef du parti présidentiel Renaissance, Gabriel Attal, a proposé une nouvelle réforme des retraites qui se fonderait « uniquement sur une durée de cotisation » (et plus sur un âge légal de 62 ou 64 ans). Dans un entretien aux Échos publié ce mercredi 2 juillet, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a également estimé que « les retraités les plus aisés pourraient davantage être mis à contribution », rappelant son souhait de supprimer « l'abattement fiscal de 10% sur les pensions, qui ne pénalise pas les petites retraites », une mesure qui pourrait rapporter 4 milliards d'euros par an au budget de l'État selon les estimations rapportées.

À l'heure actuelle, le mode de calcul du financement du régime de retraite par répartition en France (pension de base des salariés) repose principalement la durée de cotisation (nombre de trimestres travaillés), le taux d'annuité (variable selon l'âge de départ) et le salaire de référence. Mais qu'en est-il du financement des retraites chez nos voisins européens ?

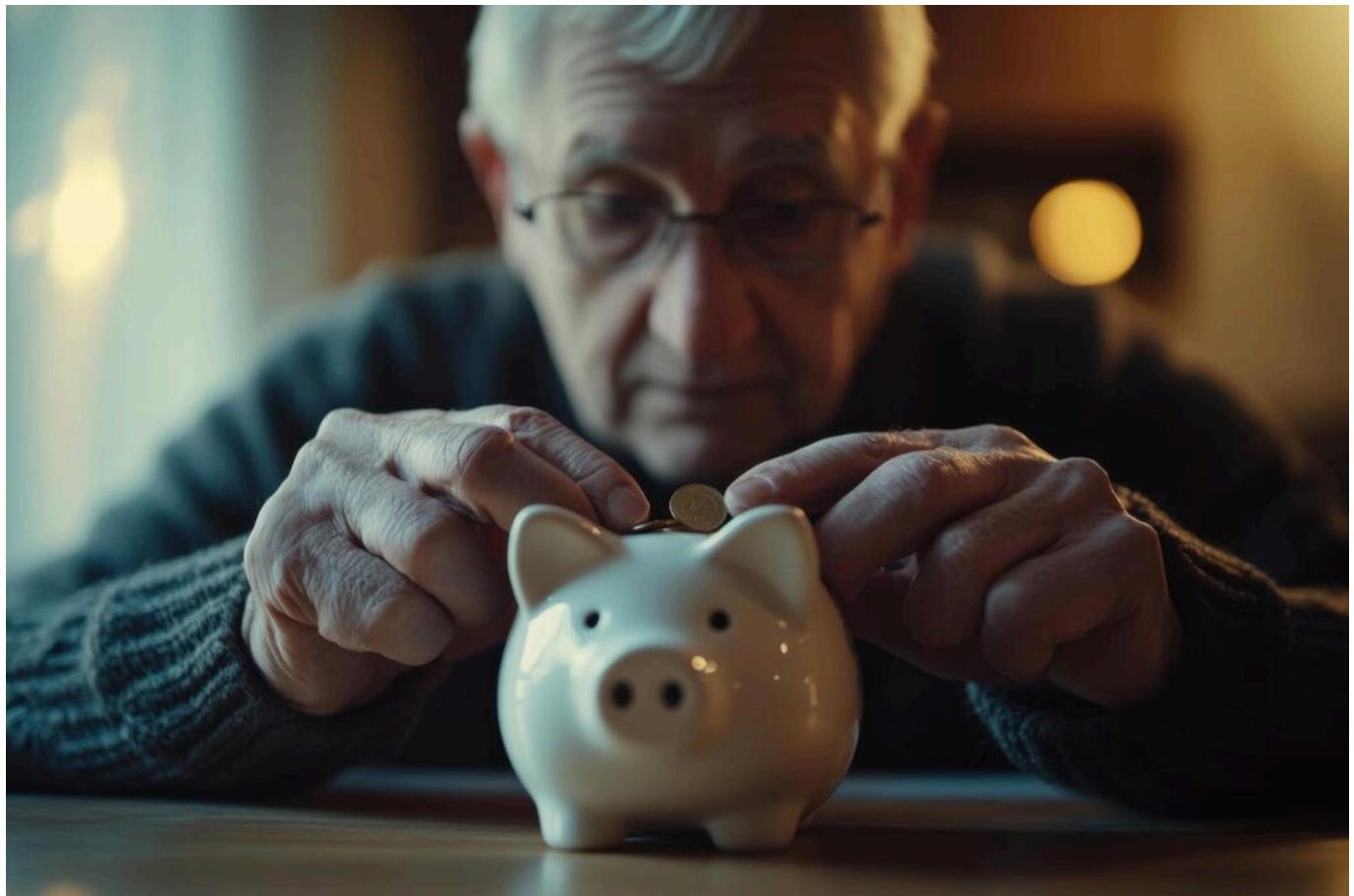
D'après les informations compilées par le site [Toute l'Europe](#), tous les pays de l'Union européenne (UE) ont adopté un système par répartition, complété de manière obligatoire ou facultative par une retraite par capitalisation (s'appuyant sur divers dispositifs d'épargne). Cependant, différents modes de calcul sont utilisés pour définir le montant des pensions de base touchées par les retraités européens. Comme le détaille notre carte, au sein de l'UE, on dénombre trois principaux modes de calcul : le régime en annuités - comme en France, en Belgique et en Espagne, les retraites à points - comme en Allemagne et en Irlande, ainsi que les comptes notionnels, comme en Italie et en Suède.

Dans le système à points, le montant de la retraite dépend du nombre de points accumulés, de la valeur attribuée à chaque point (généralement déterminé par les partenaires sociaux) et de l'âge de départ. Quant aux comptes notionnels, utilisés dans cinq États membres (contre quinze pour les annuités et sept la retraite à points), ils reposent sur l'accumulation d'un capital virtuel qui augmente avec les cotisations versées et les revalorisations annuelles.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Retraite : comment anticiper la baisse de revenus ?

Ecrit par le 4 février 2026



Le niveau de vie à la retraite préoccupe un Français sur deux, mais il n'est jamais trop tôt (ni trop tard) pour agir. Comment évaluer les revenus dont vous allez disposer ? Comment commencer à épargner ? Sur quels types de placements et à partir de quand ? Les réponses de Pascale Gloser, présidente de CNCEF Patrimoine, association professionnelle de conseils en gestion de patrimoine.

Comment évaluer précisément les revenus dont vous allez disposer ?

C'est la première chose à faire avant de bâtir une stratégie et pour cela, il faut consulter le Relevé Individuel de Situation (RIS) que chacun reçoit tous les 5 ans à partir de 35 ans. Si perdu, il est possible de le récupérer en ligne sur le site de l'Assurance Retraite.

Il permet de vérifier les périodes d'activité comptabilisées. Une étape à ne pas négliger car les RIS présentent souvent des erreurs : oubli de trimestres travaillés, montants de salaires incorrects, périodes de chômage ou de longue maladie pas ou mal calculés, périodes d'activité à l'étranger non comptabilisées, oubli de trimestres supplémentaires pour enfants, ... Il est toutefois possible de demander des rectifications en fournissant la preuve des cotisations pour les périodes en question

Ecrit par le 4 février 2026

(bulletins de salaire).

Si il y a eu plusieurs statuts (salarié, fonctionnaire, profession libérale, ...) au cours de la carrière, la tâche peut s'avérer ardue en raison de la multiplicité des caisses de retraites et de régimes concernés. Il faut alors se faire aider par un cabinet conseil en gestion de patrimoine qui accompagnera jusqu'à la liquidation de la retraite.

Comment commencer à épargner ?

Le taux de remplacement moyen, c'est-à-dire le pourcentage du dernier salaire qui sera perçu à la retraite, s'échelonne entre 75% pour un non-cadre et ... 53% pour un cadre. Une baisse de revenus substantielle qui impose de la compenser le plus tôt possible.

Pour y parvenir, tout dépend du temps à disposition, sachant que le plus tôt est le mieux.

Le premier poste de dépense des ménages étant le logement, être propriétaire d'une résidence pour ne plus avoir de loyer à payer une fois à la retraite est un prérequis.

Sur quels types de placements et quand ?

La diversification s'impose et il est possible de préparer des « enveloppes d'épargne » à répartir sur plusieurs placements :

1) Dès que les ressources le permettent :

- Investir dans l'immobilier locatif est une bonne option, même sans carotte fiscale. Les prix ont un peu baissé et on peut aujourd'hui acheter un bien pour le louer et faire jouer le déficit foncier pour réaliser des travaux. Dans ce cas, il vaut mieux acheter un bien à côté de chez soi qu'on peut aller voir pour juger de sa situation et de son potentiel de location (proximité des commerces, services et transports). Les loyers ou la revente du bien peuvent constituer un complément de retraite non négligeable.
- Alimenter une assurance-vie, notamment avant 70 ans, reste intéressant pour disposer rapidement de fonds lorsque le besoin s'en fait sentir à la retraite et pour transmettre jusqu'à 152 500 €3 à ceux que vous souhaitez gratifier par une clause bénéficiaire appropriée sans qu'ils aient à s'acquitter de droits de succession.
- Investir dans l'épargne salariale, si vous bénéficiez d'un Plan d'Epargne Entreprise (PEE) ou d'un Plan d'Epargne Retraite d'Entreprise Collectif (PERECO). Les sommes placées sont bloquées pendant 5 ans (mais déblocables avant pour l'achat de la résidence principale, le mariage ou le surendettement) et sont exonérés de cotisations sociales (hors CSG-CRDS) et d'impôt sur le revenu. Votre propre entreprise peut également décider d'abonder vos placements, jusqu'à les tripler !
- Investir sur des fonds « à horizon » dans un Plan Epargne Retraite Individuel (PER) pour obtenir une fois à la retraite, un capital ou une rente. Ils permettent de prendre quelques risques si on est loin du départ puis de mettre progressivement son investissement en sécurité à l'approche de l'échéance en désensibilisant son épargne. Les versements sur le PER sont déductibles de son revenu global à hauteur de 10 % de ses revenus professionnels de l'année précédente, avec un plafond fixé à 35 194 € pour 2023.

Ecrit par le 4 février 2026

Si le plafond des 3 années précédentes n'a pas été utilisé, il est possible de réaliser des versements en tenant compte de ces éléments visibles sur le dernier avis d'imposition. Il est également envisageable de mutualiser les possibilités au sein d'un couple, en utilisant le plafond du conjoint et encochant la case adéquate sur la déclaration d'impôt sur le revenu.

2) Quand approche l'âge de départ :

- Racheter des trimestres si leur absence fait baisser trop fortement le montant de la pension et déduire le montant du rachat du revenu imposable. Attention : cette opération n'est pas à effectuer avant 60 ans ! Les rachats rendus inutiles par la précédente réforme avaient été remboursés, mais il n'est pas sûr qu'ils le seront à l'avenir...

Pascale Gloser, présidente de CNCEF Patrimoine



Ecrit par le 4 février 2026

Pauvreté des retraités : la France (un peu) mieux lotie que ses voisins

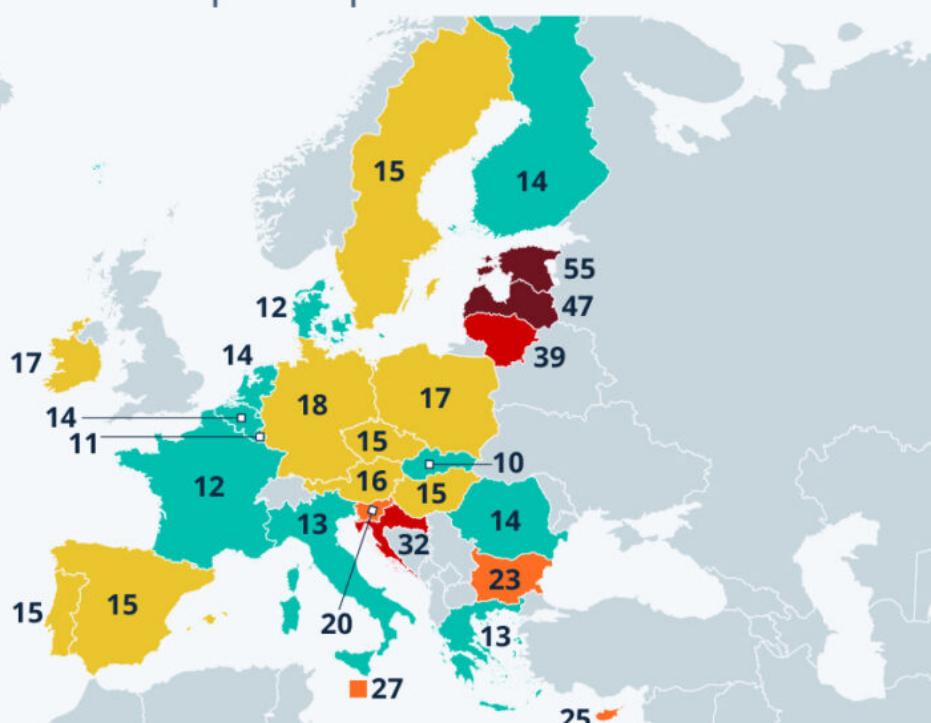
La pauvreté menace 16 % des retraités en Europe

Pourcentage des retraités dont le revenu se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté en 2023*

- > 40 %
- 30 - 39 %
- 20 - 29 %
- 15 - 19 %
- 10 - 14 %

Moyenne UE-27

16 %



Valeurs arrondies. Sélection des pays de l'UE-27.

* Seuil de risque de pauvreté : 60 % du revenu disponible médian national après transferts sociaux.

Source : Eurostat



Ecrit par le 4 février 2026

Le nouveau Premier ministre François Bayrou, nommé en décembre par Emmanuel Macron, vient de prononcer sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale. Budget, sécurité européenne, Ukraine : le Premier ministre a dressé sa feuille de route pour les mois à venir. Il a ainsi déclaré vouloir remettre en chantier la réforme des retraites, et a appelé les partenaires sociaux à rouvrir les négociations dès vendredi afin de trouver au plus vite un accord « socialement plus juste ». Le Premier ministre a assuré être prêt à négocier jusqu'à l'âge de départ à la retraite, fixé à 64 ans dans la loi entrée en vigueur en 2023 malgré des mois de mobilisations.

Comme le met en avant notre carte, les retraités de certains pays d'Europe sont beaucoup plus menacés que d'autres par la précarité économique. D'après [Eurostat](#), la pauvreté menace en moyenne 16 % des [retraités européens](#). Ce taux correspond plus précisément à la proportion de retraités dont les revenus se situent en-dessous du seuil de risque de pauvreté, c'est-à-dire inférieurs à 60 % du revenu disponible national médian après prise en compte des transferts sociaux.

La situation est particulièrement préoccupante dans les pays baltes, où la part de retraités « à risque de pauvreté » atteint voire dépasse 40 %. En Allemagne, environ 20 % des retraités sont menacés par la précarité, soit un chiffre supérieur de 4 points à la moyenne de l'UE. Pour compléter leurs revenus, il est estimé que [11 %](#) des retraités allemands (65-74 ans) sont obligés d'exercer un emploi, bien souvent des petits boulots.

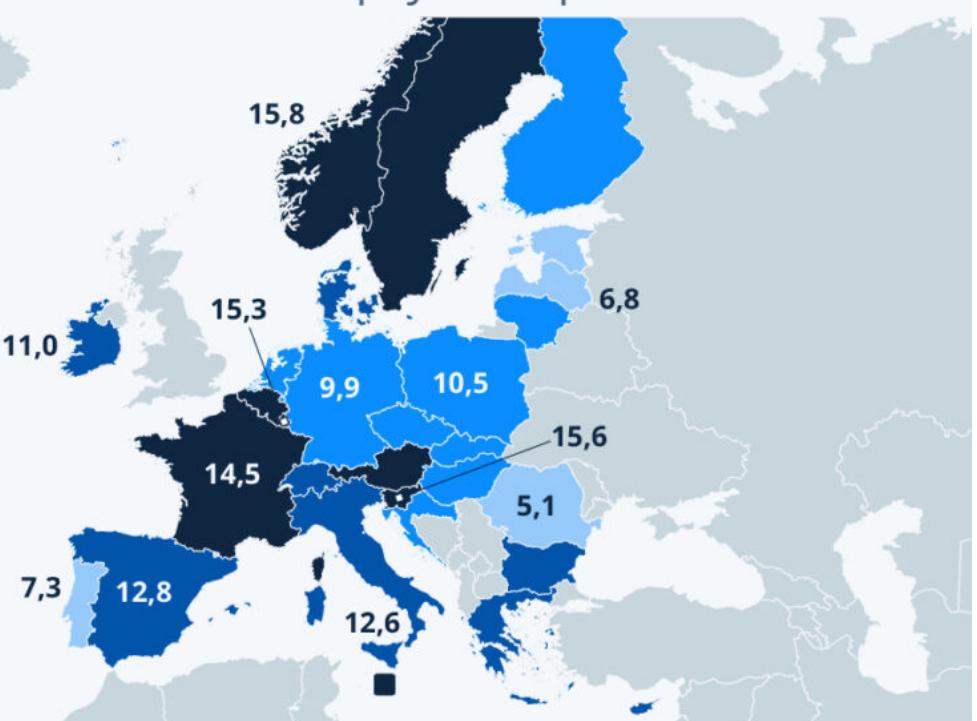
Avec environ 12 % de retraités qui touchent moins de 60 % du revenu médian disponible, la France affiche l'un des taux les plus bas d'Europe, juste derrière la Slovaquie (10,1 %) et le Luxembourg (10,7 %). Même si de fortes disparités existent à l'échelle nationale (en fonction du sexe, des régions,...), cette statistique suggère que [système de retraite français](#) protège relativement efficacement les personnes âgées contre la précarité.

Quelle est l'espérance de vie en bonne santé à la retraite ?

Nombre moyen d'années de vie en bonne santé (sans incapacité) à la retraite dans les pays européens en 2022

- 13,0-15,9
- 11,0-12,9
- 8,0-10,9
- 5,0-7,9
- Pas de données

UE-27 : 11,7 ans



Pays de l'UE-27 + Suisse et Norvège. Données basées sur l'âge effectif moyen de sortie du marché du travail et sur le nombre moyen d'années de vie sans incapacité à 65 ans pour les deux sexes.

Sources : Eurostat, OCDE, calculs Statista



statista

Quelle est l'espérance de vie en bonne santé à la retraite ?

Avec le pouvoir d'achat, [les retraites](#) sont l'un des thèmes politiques les plus débattus en France ces dernières années. L'espérance de vie de la population est un indicateur qui revient souvent dans les débats sur l'âge légal à fixer pour le départ à la retraite. En partant du principe que l'espérance de vie sans souffrir d'incapacité est encore plus pertinente, nous avons cherché à calculer le nombre d'années

Ecrit par le 4 février 2026

que les Européens peuvent espérer profiter de leur retraite en bonne santé.

En moyenne, dans les 29 pays européens présentés sur notre carte, l'espérance de vie en bonne santé après la retraite se situait autour de 12 ans en 2022 (UE-27 : 11,7 ans), pour un âge effectif moyen de sortie du marché du travail qui était de 63 ans.

Les Norvégiens, les Slovènes et les Luxembourgeois étaient ceux qui pouvaient espérer profiter de leur retraite en bonne santé le plus longtemps (15 à 16 ans en moyenne). Les Maltais, les Belges, les Français et les Suédois (14 à 15 ans) se situaient également au-dessus de la moyenne européenne. Dans le détail, les deux nations scandinaves, Malte, la Slovénie, la France et la Belgique, font partie des huit pays de la région étudiée qui affichent la plus longue espérance de vie sans incapacité après 65 ans. D'autres indicateurs, comme l'âge moyen de sortie du marché du travail, influencent également le nombre moyen d'années en bonne santé que l'on peut espérer vivre une fois retraité. Par exemple, c'est au Luxembourg et en Slovénie que l'on trouve l'âge effectif moyen de sortie du marché du travail le moins élevé (autour de 60 ans).

Les moins bien lotis sont les retraités baltes, portugais et roumains pour lesquels l'espérance de vie sans incapacité est inférieure à 10 ans. Elle descend même à moins de 7 ans en Estonie et à 5 ans en Roumanie. Ces moyennes nationales sont la conséquence d'une combinaison entre un âge moyen de départ à la retraite tardif (65 ans ou plus) et des indicateurs de santé médiocres au sein de la population. Il est important de souligner qu'il s'agit de moyennes à l'échelle des pays et que les durées varient selon les catégories socioprofessionnelles et le niveau de vie. En France par exemple, si l'on regarde l'espérance de vie générale, les chiffres de l'Insee montrent que les ouvriers vivent en moyenne 6 ans de moins que les cadres, et que les 5 % les plus pauvres meurent en moyenne 13 ans plus tôt que les 5 % les plus fortunés.

Enrichi d'études plus fines sur l'espérance de vie en bonne santé selon les métiers, cet indicateur pourrait éventuellement permettre de construire des systèmes de retraite plus équitables et transparents.

De Valentine Fourreau et Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

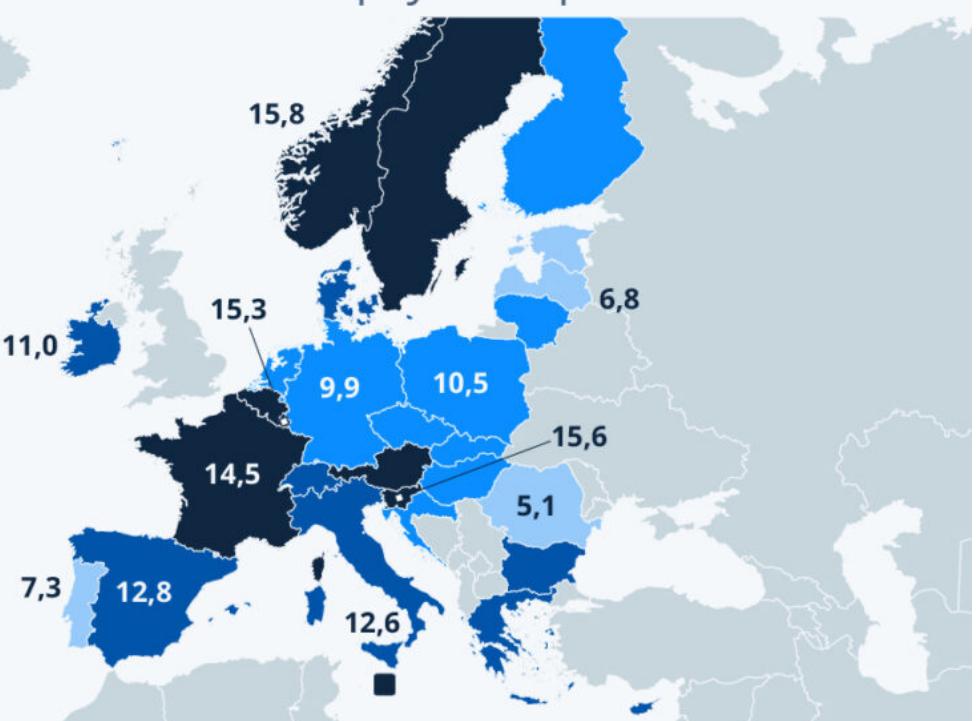
Quelle est l'espérance de vie en bonne santé à la retraite ?

Ecrit par le 4 février 2026

Quelle est l'espérance de vie en bonne santé à la retraite ?

Nombre moyen d'années de vie en bonne santé (sans incapacité) à la retraite dans les pays européens en 2022

- 13,0-15,9
- 11,0-12,9
- 8,0-10,9
- 5,0-7,9
- Pas de données



Pays de l'UE-27 + Suisse et Norvège. Données basées sur l'âge effectif moyen de sortie du marché du travail et sur le nombre moyen d'années de vie sans incapacité à 65 ans pour les deux sexes.

Sources : Eurostat, OCDE, calculs Statista




Avec le pouvoir d'achat, [les retraites](#) sont l'un des thèmes politiques les plus débattus en France ces dernières années. L'espérance de vie de la population est un indicateur qui revient souvent dans les débats sur l'âge légal à fixer pour le départ à la retraite. En partant du principe que l'espérance de vie sans souffrir d'incapacité est encore plus pertinente, nous avons cherché à calculer le nombre d'années que les Européens peuvent espérer profiter de leur retraite en bonne santé.

Ecrit par le 4 février 2026

En moyenne, dans les 29 pays européens présentés sur notre carte, l'espérance de vie en bonne santé après la retraite se situait autour de 12 ans en 2022 (UE-27 : 11,7 ans), pour un âge effectif moyen de sortie du marché du travail qui était de 63 ans.

Les Norvégiens, les Slovènes et les Luxembourgeois étaient ceux qui pouvaient espérer profiter de leur retraite en bonne santé le plus longtemps (15 à 16 ans en moyenne). Les Maltais, les Belges, les Français et les Suédois (14 à 15 ans) se situaient également au-dessus de la moyenne européenne. Dans le détail, les deux nations scandinaves, Malte, la Slovénie, la France et la Belgique, font partie des huit pays de la région étudiée qui affichent la plus longue espérance de vie sans incapacité après 65 ans. D'autres indicateurs, comme l'âge moyen de sortie du marché du travail, influencent également le nombre moyen d'années en bonne santé que l'on peut espérer vivre une fois retraité. Par exemple, c'est au Luxembourg et en Slovénie que l'on trouve l'âge effectif moyen de sortie du marché du travail le moins élevé (autour de 60 ans).

Les moins bien lotis sont les retraités baltes, portugais et roumains pour lesquels l'espérance de vie sans incapacité est inférieure à 10 ans. Elle descend même à moins de 7 ans en Estonie et à 5 ans en Roumanie. Ces moyennes nationales sont la conséquence d'une combinaison entre un âge moyen de départ à la retraite tardif (65 ans ou plus) et des indicateurs de santé médiocres au sein de la population.

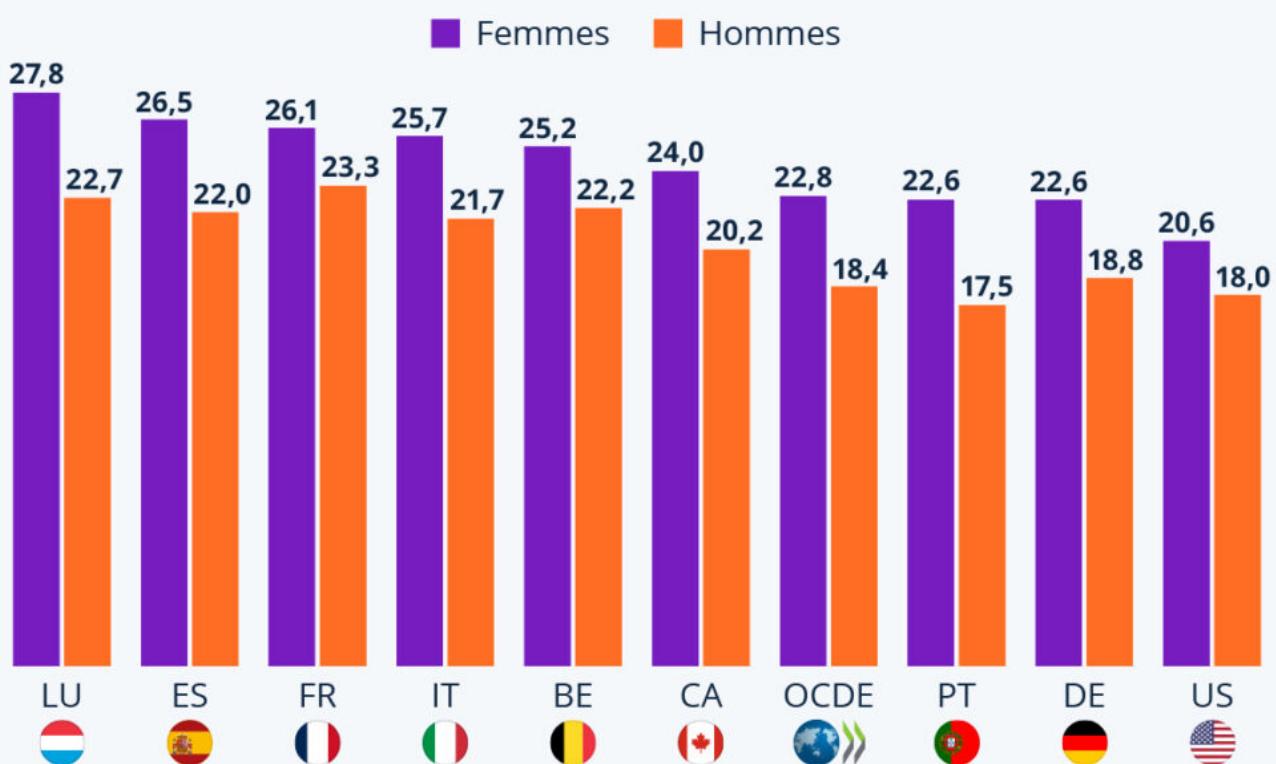
Il est important de souligner qu'il s'agit de moyennes à l'échelle des pays et que les durées varient selon les catégories socioprofessionnelles et le niveau de vie. En France par exemple, si l'on regarde l'espérance de vie générale, les chiffres de l'Insee montrent que les ouvriers vivent en moyenne 6 ans de moins que les cadres, et que les 5 % les plus pauvres meurent en moyenne 13 ans plus tôt que les 5 % les plus fortunés.

Enrichi d'études plus fines sur l'espérance de vie en bonne santé selon les métiers, cet indicateur pourrait éventuellement permettre de construire des systèmes de retraite plus équitables et transparents.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

L'espérance de vie après la retraite

Espérance de vie restante à l'âge moyen de la retraite dans une sélection de pays de l'OCDE en 2022



Source : OCDE



statista

Ecrit par le 4 février 2026

La Cmar Paca et la Carsat Sud-Est renouvellent leur partenariat



Vendredi 30 juin, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au travail sud-est ont renouvelé leur partenariat avec l'objectif de faciliter les démarches des artisans en matière de prévention des risques et de préparation de leur retraite.

« Nous connaissons la difficulté rencontrée par les entreprises dans leurs recherches d'informations, de conseils. Comme toutes nos actions, ce partenariat avec la Carsat sud-est a été pensé pour faciliter le quotidien déjà surchargé de nos artisans, sur des enjeux essentiels : la retraite, la santé au travail, la prévention des risques », a déclaré Yannick Mazette, président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cet accès facilité à l'information et au conseil permettra notamment aux entreprises artisanales de bénéficier d'accompagnements dédiés à : la démarche de préparation d'un futur départ à la retraite ; la prévention des risques professionnels.

Ecrit par le 4 février 2026

« L'une des missions de la Carsat sud-est est de déployer son message de prévention et de diffuser de la meilleure des manières celui sur les bonnes pratiques, a indiqué Vincent Verlhac, directeur général de la Carsat sud-est. En ce sens, il nous apparaît absolument nécessaire de renouveler notre partenariat avec la Cmar PACA qui nous permet de toucher et informer un secteur difficilement accessible : les TPE ».



L'objectif du partenariat est de faciliter les démarches des artisans en matière de prévention des risques et de préparation de leur retraite © DR

J.R.

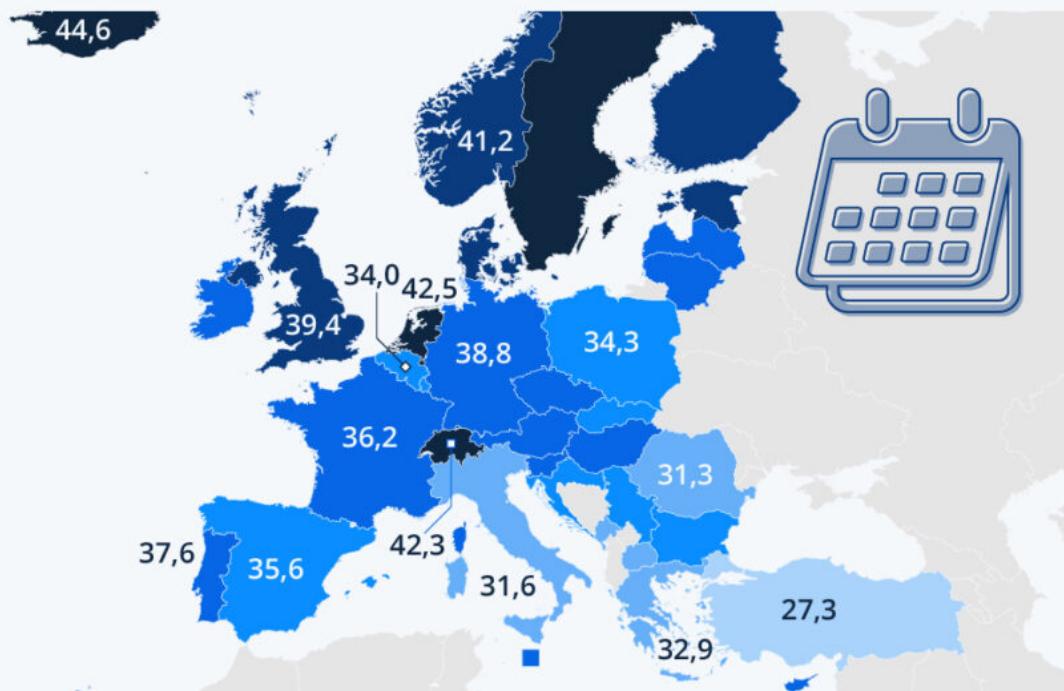
Ecrit par le 4 février 2026

Combien d'années travaillent les Européens ?

Combien d'années travaillent les Européens ?

Durée estimée de la vie active pour une personne âgée de 15 ans en 2021 (en années)

- 42-44,9
- 39-41,9
- 36-38,9
- 33-35,9
- 30-32,9
- 27-29,9



Données de 2020 pour le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Turquie ; 2019 pour le Royaume-Uni.

Source : Eurostat



statista 

Selon les dernières statistiques publiées par [Eurostat](#), les nouveaux entrants sur le marché du travail

Ecrit par le 4 février 2026

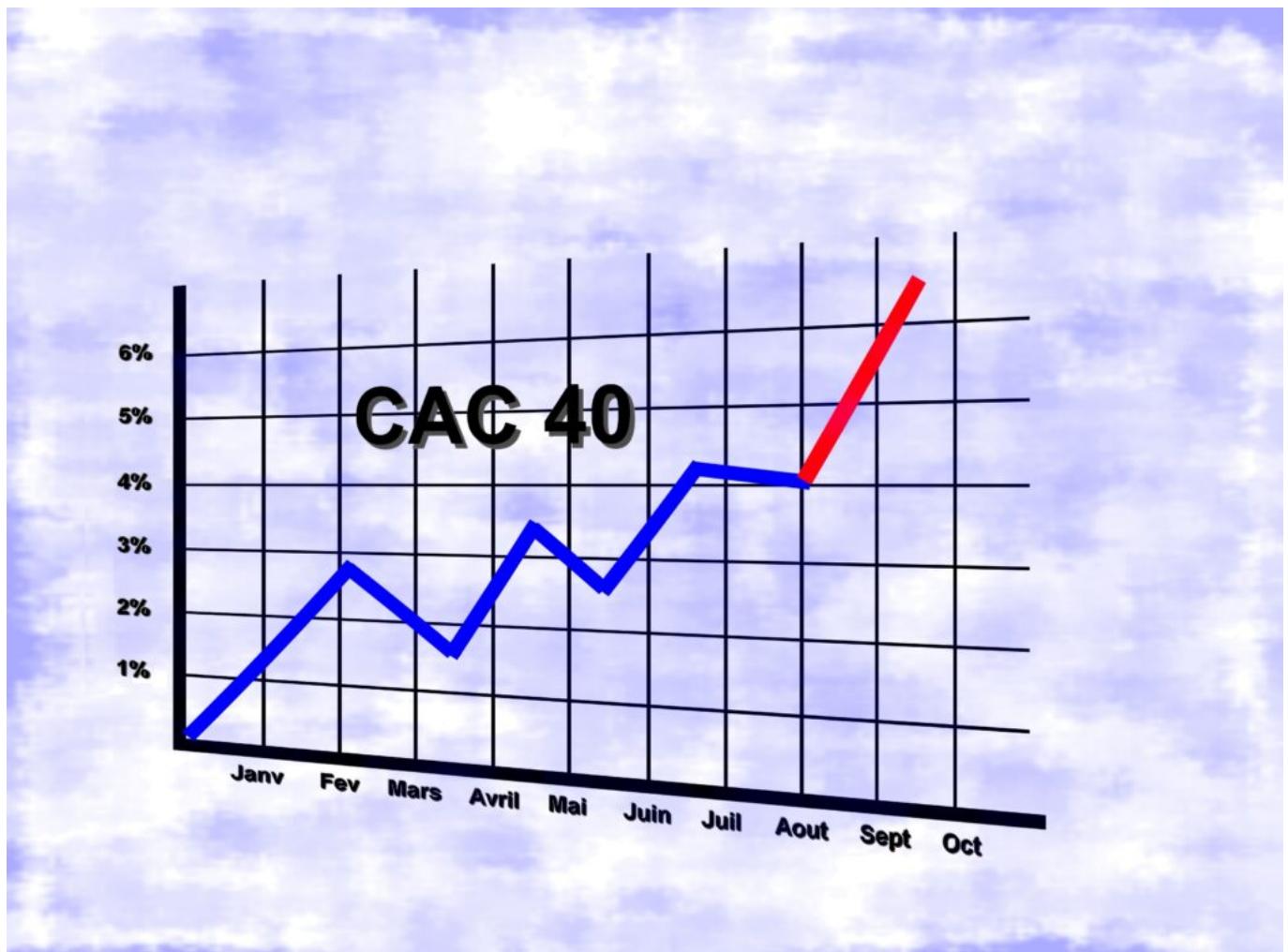
dans l'Union européenne (UE) devraient passer en moyenne 36 ans de leur vie à travailler, soit environ 3 ans et demi de plus qu'en 2000. Ces estimations s'appliquent plus spécifiquement à une personne âgée de 15 ans en 2021.

Comme le montre notre carte, la durée de la vie active varie toutefois considérablement entre les États européens. Elle se situe par exemple autour de 32 ans en Roumanie, en Italie et en Grèce, mais dépasse 40 ans dans les pays scandinaves, aux Pays-Bas et en Suisse. Quant aux Français, ils se situent dans la moyenne de l'UE avec une durée estimée de la [vie active](#) qui s'établit à un peu plus de 36 ans en 2021.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Y-a-t-il des limites à l'indécence ?

Ecrit par le 4 février 2026



France, terre de contrastes. Alors que les entreprises du CAC 40 n'ont jamais distribué autant de dividendes à leurs actionnaires une majorité de français voit leur pouvoir d'achat reculer fortement et certaines catégories sociales se paupériser. La théorie du ruissellement fait plutôt place aujourd'hui à celle du reflux. Une telle situation est-elle tenable longtemps ?

TotalEnergies vient d'annoncer, pour son exercice 2022, un résultat net de 36,2 milliards d'euros (en intégrant une provision de 15 milliards), un record historique pour l'entreprise française. Dans le même temps les français ont vu leurs pouvoirs d'achat reculer en grande partie à cause de l'augmentation des prix des carburants. De son côté, BNP Paribas affiche un résultat net de 10 milliards, en hausse de 7 % par rapport à 2021. Et la banque française annonce, dans la même semaine, 921 suppressions d'emplois. Quant aux sociétés d'autoroute, elles ont enregistrés en 2022, un bénéfice record de 3,4 milliards d'euros et elles ont procédés à une augmentation de leurs tarifs au 1^{er} février dernier de 4,75 % (avec l'aval du gouvernement). Il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond...

Ecrit par le 4 février 2026

“Où est le bien commun, l'intérêt général ?“

Le chacun pour soi devient une règle

Que des grandes compagnies comme TotalEnergies fassent des bénéfices, rien à redire c'est leurs finalités, mais qu'elles les réalisent en faisant les poches des consommateurs qui ne peuvent se passer de carburant, c'est de l'abus de position dominante. Et qu'ensuite, elles reversent la quasi-totalité de leurs profits à leurs actionnaires alors qu'elles ont le devoir d'investir dans la transition énergétique et préparer la fin des énergies fossiles, c'est condamnable. Et le pire du pire n'étant jamais certain en ces périodes, ces grands groupes utilisent une partie de leurs profits pour racheter leurs propres actions, ce qui a pour effet de faire monter les cours et donc leurs profits. Là, ça devient totalement amoral. Plus de bien ou de mal. Seul le profit compte. Où est le bien commun, l'intérêt général ? Le chacun pour soi devient une règle. Surtout que ces entreprises développent leurs activités sur des secteurs indispensables à la vie et aux bien-être de tous, et qu'elles jouent un rôle central dans l'économie nationale. Même les économistes les plus fervents défenseurs du libéralisme reconnaissent qu'il s'agit là d'une anomalie majeure qui va rapidement nuire au système lui-même. Mais que fait la police ?

“L'état le plus libéral au Monde montre l'exemple“

Des règles sont nécessaires

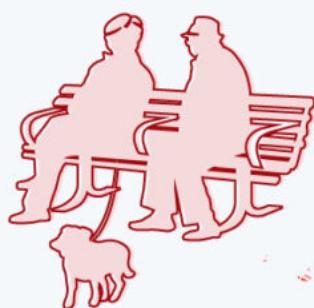
Notre système a besoin d'être encadré. Des règles sont nécessaires. C'est l'intérêt de tous. Le Président américain Joe Biden, dans son dernier discours sur l'état de l'Union, entend quadrupler les impôts sur les rachats d'action et cela pour encourager l'investissement. Il appelle également à mettre en place une taxe minimale sur les milliardaires. L'état le plus libéral au Monde montre l'exemple. Pendant ce temps-là, en France, le ministre de l'économie et des finances nous dit ne pas savoir définir les superprofits... Et toutes les attentions sont portées sur la réforme des retraites, comme un arbre qui cache la forêt !

Où part-on le plus tôt (et le plus tard) à la retraite en Europe ?

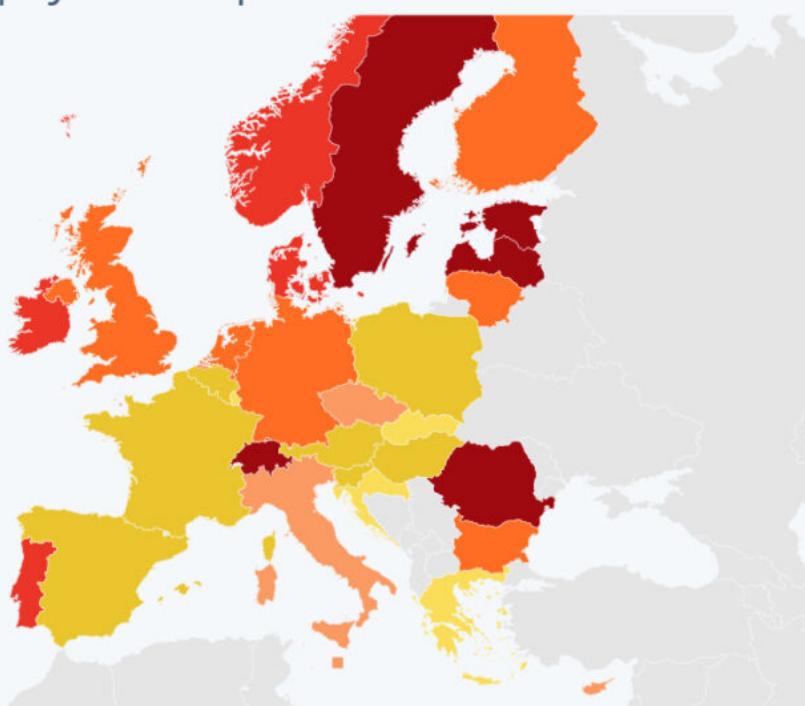
Où part-on le plus tôt (et le plus tard) à la retraite ?

Âge effectif moyen de sortie du marché du travail dans une sélection de pays d'Europe en 2020 *

Moyenne UE-27 :
62 ans



- 60 ans
- 61 ans
- 62 ans
- 63 ans
- 64 ans
- 65 ans



* Moyenne pour l'ensemble de la population active basée sur les taux de participation au marché du travail (différente de l'âge légal de départ). Données arrondies.

Source : OCDE



statista

Alors que s'annonce ce mardi 31 janvier la seconde grande journée de mobilisation contre la réforme des retraites, **Statista** propose un tour d'horizon de l'âge moyen de départ en retraite dans les pays européens.

Dans la plupart des pays, l'âge effectif moyen de sortie du marché du travail est inférieur à l'âge officiel

Ecrit par le 4 février 2026

d'accès à une retraite à taux plein. Dans l'Union européenne, par exemple, la majorité des États membres ont fixé l'[âge légal de départ à la retraite](#) aux alentours de 65 ans (62 à 67 ans), mais les Européens quittent en moyenne plus tôt le monde professionnel, comme l'indiquent les [statistiques](#) de l'OCDE.

En Europe, c'est en Suède, en Islande, en Suisse, en Lettonie, en Estonie et en Roumanie que l'on sort du marché du travail le plus tard, soit en moyenne à 65 ans (hommes et femmes confondus). À l'opposé, l'âge moyen de sortie du [marché du travail](#) se situe autour de 60 ans au Luxembourg, en Slovaquie, en Croatie et en Grèce. Parmi les pays où l'on part le plus tôt à la retraite sur le continent, on trouve également la France, la Belgique, l'Espagne et l'Autriche (61 ans), alors que la moyenne de l'UE des Vingt-Sept s'établit à 62 ans (données de 2020).

Sur le même sujet, nos infographies sur : l'[espérance de vie en bonne santé](#) et la [situation financière des retraités en Europe](#).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Touche pas à ma retraite !



Avec les français, il y a deux choses avec lesquelles il ne faut pas plaisanter : la bagnole et les retraites. Pour ces dernières, et depuis 30 ans, nombreux de gouvernements en ont fait les frais.

Ecrit par le 4 février 2026

1995, 2003, 2010 et 2019 auront été marqués par d'importants mouvements sociaux refusant des réformes de notre système retraite. La forte mobilisation du 19 janvier dernier s'inscrit dans le même mouvement. Alors, pourquoi un tel entêtement de l'exécutif ? N'y-a-t-il pas d'autres dossiers plus urgents à traiter, qui de surcroit répondent d'avantage aux vraies attentes des français ? La liste est malheureusement longue...

Cela n'étonnera personne si on affirme qu'une part importante (pour ne pas dire majoritaire) des français ont un travail qui ne les intéresse pas ou peu. Ils « s'y collent » d'abord pour avoir les moyens de vivre et pour pouvoir ensuite profiter d'une future deuxième vie.

Le travail n'a plus, aujourd'hui, la même valeur qu'auparavant. En 1990, 60% des français considéraient le travail comme très important, ce taux est tombé, en 2022, à 24% (source Fondation Jean Jaurès). De la même manière, une majorité de nos citoyens souhaite avoir plus de temps pour eux plutôt que de gagner plus d'argent. Les crises successives, que nous traversons maintenant depuis 3 ans, ne peuvent que conforter l'idée « qu'il faut profiter aujourd'hui de la vie, car on ne sait pas ce que demain nous réserve ».

Alors, comment voulez-vous que les seniors acceptent de travailler plus longtemps alors qu'une part importante des actifs souhaitent travailler moins ? On nage totalement à contre-courant.

La colère des français va bien au-delà d'un désaccord sur le report de l'âge de la retraite.

Il faut être sourd ou atteint de cécité pour ne pas comprendre que la colère des français va bien au-delà d'un « simple » désaccord sur le report de l'âge de la retraite. Les difficultés, les incertitudes, les mécontentements, ont été jusqu'alors contenus, hier par la crise sanitaire, aujourd'hui par les incidences économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Pas certain que la lassitude et la résignation soient éternelles. Cette colère silencieuse est également nourrie par un sentiment d'injustice sociale ressenti par un nombre croissant de nos concitoyens. « La crise, ce n'est pas pour tout le monde ! ».

Peut-on réellement imposer une réforme refusée par 70 % des français ?

Face à cela, la volonté présidentielle est sourde et inflexible, sûre de son fait et de ses arguments (purement comptables). Elle est aujourd'hui prisonnière de son propre orgueil. Reculer reviendrait à démissionner et mettrait en péril son autorité. Le risque politique est trop important. Mais peut-on réellement imposer une réforme refusée par 70 % des français ? Peut-on gouverner longtemps dans un pays où la colère est la seule chose qui puisse unir ses concitoyens ?

En 1930, le très influent économiste anglais Keynes, imaginait le monde en 2030. Et il voyait un temps d'abondance, de richesse, et de travail automatisé. Un temps où l'on ne travaillerait que 15 heures par semaine. Mais il ajoutait : « Il n'est point de pays ni de nation qui puisse, je pense, voir venir l'âge de l'abondance et de l'oisiveté sans craindre. Car nous avons été entraînés pendant trop longtemps à faire effort et non à jouir. »

Ce bon vieux Keynes - qui en matière économique était loin de toujours faire l'unanimité- oubliait

Ecrit par le 4 février 2026

qu'après l'effort doit nécessairement venir le réconfort. Trois siècles plus tôt Montaigne disait déjà du repos (on ne parlait pas à l'époque de retraite) : « c'est assez vécu pour autrui, vivons pour nous au moins ce bout de vie ».